

Bonnes nouvelles

On a pu lire ces derniers jours que les dirigeants de Ford n'étaient pas trop inquiets pour l'avenir ou plutôt, leur avenir. Car à côté des menaces de restructurations qui pèsent toujours sur les salariés européens, des pressions sur les salariés américains, à côté des luttes sociales dans d'autres continents comme en Afrique du Sud (grève pour 15 % d'augmentation salariale) il y a les prévisions réjouissantes des dirigeants.

Et oui, les affaires s'annoncent plutôt bonnes avec notamment le retour de la « profitabilité » en Europe pour dans deux ans. Chouette alors. Et du coup, des investissements supplémentaires sont décidés ? Les dirigeants se félicitent, se congratulent, se disent confiants sur les nouveaux modèles, fiers de l'esprit innovant de la multinationale. « Allons plus loin » qu'ils disent partout dans les publicités.

Encore une fois, nous voyons tout le décalage qu'il y a entre la réalité pour les financiers et la nôtre. La situation que nous vivons devient alors encore plus inacceptable. Les menaces et les chantages à l'emploi sont illégitimes.

Certes, nous pouvons relativiser nos malheurs : nous venons de recevoir notre feuille de paie avec à nouveau l'enveloppe au logo Ford et la nouvelle raison sociale Ford Aquitaine Industries ! Ce que la direction d'ici et les dirigeants de Ford Europe nous avaient présenté comme impossible il y a deux ans est devenu réalité.

On l'a déjà dit, c'est une bonne nouvelle et un point d'appui pour la suite. Et justement, ce retour du logo doit nous encourager à continuer la bataille pour la survie de l'usine et de nos emplois. Cette bataille n'est pas finie.

Ford a confiance dans l'avenir ? Alors des investissements doivent être faits ici à Blanquefort et partout ailleurs. Les emplois doivent être préservés. De nouvelles activités doivent être décidées, des nouvelles formations pour assurer les compétences collectives, des recrutements de jeunes doivent venir renforcer l'avenir du site ...

Les deux années de chômage doivent déboucher sur une période de « reconstruction » à partir de maintenant. Il y en a largement la possibilité. Faut « juste » pousser pour concrétiser.

IL FAUT VRAIMENT DÉFENDRE NOS RETRAITES : RENDEZ-VOUS LE 10 SEPTEMBRE

Contrairement à tout ce qu'on nous raconte quotidiennement, il n'y a aucune raison d'accepter de nouveaux reculs pour nos retraites.

D'abord, ceux qui monopolisent la parole dans les médias, ce sont toujours les mêmes : soit des politiciens au services des plus riches (PS, UMP), soit des patrons du Medef ou d'ailleurs, soit « l'élite » dite intellectuelle qui, de toute façon appartient en général aux milieux sociaux les mieux lotis.

Jamais ou quasiment jamais, nous n'avons droit à du temps de parole qui défend un point de vue différent, opposé à la finance et au capitalisme.

Jamais ou qu'exceptionnellement, des économistes anti-libéraux, des militants, des salariés n'ont les moyens d'expliquer que d'autres solutions sont possibles, qu'il n'y a pas en réalité de problème de financement des retraites ni même de la protection sociale en général.

Les « trous », les déficits sont le résultat d'une politique délibérément au service des grosses fortunes et des patrons. C'est le résultat des 30 milliards d'exonérations annuelles des cotisations patronales, de l'évasion fiscale (pour rappel, 600 milliards d'euros d'avoir français sont planqués dans les paradis fiscaux).

On nous parle de démographie, d'allongement de l'espérance de vie alors que 5 millions de gens sont au chômage ou dans la précarité, que 9 millions de gens vivent en dessous du seuil de pauvreté ! Et à côté, les 10 premières fortunes ont gagné 30 milliards d'euros de plus cette année ! Dingue non ?

On nous baratine avec la panne de croissance du PIB. Il y a assez de richesses produites. Le problème est qu'il faut les partager. Il faut une redistribution des richesses. Et cela passe par la lutte contre le chômage, l'arrêt des licenciements, le partage du travail entre tous, l'augmentation des salaires ...

Il y a largement les moyens d'assurer un progrès social pour l'ensemble de la population. Cela signifie prendre l'argent là où il est, s'en prendre aux multinationales, aux grosses fortunes et non plus faire payer sans cesse les plus pauvres.

Cela signifie une autre politique que seule une mobilisation générale de la population pourrait imposer. Oui, nous devons défendre nos conditions de vie, nos retraites comme nos emplois, notre avenir. Cette nouvelle réforme des retraites est inacceptable. Alors, il faut sortir du climat de résignation qui domine et retrouver les chemins de la résistance.



SYNTHÈSE DE L'EXPERTISE CHSCT AUX RACKS : PARTICIPATION DES SALARIÉS NÉCESSAIRE

Au bout d'un an, l'expert « santé au travail » de la Sécafi a rendu les conclusions de son rapport sur les conditions de travail au secteur des Racks. Cette expertise avait été demandée et votée par les membres du CHSCT après avoir alerté la direction à plusieurs reprises de la souffrance des collègues due à des conditions de travail pénibles et déplorables.

Nous n'allons pas détailler tous les points soulignés par le rapport qui est à lire sur nos sites Cgt intranet et internet. Pour l'essentiel, le constat est fait d'un début très difficile sur le secteur avec des problèmes de formation, de reconnaissance, d'ergonomie, de posture, d'atteinte à la santé et d'arrêts maladie essentiellement dus à des troubles musculo-squelettiques (TMS), d'organisation du travail ...

Ces derniers mois, il y a eu beaucoup d'évolutions positives avec des améliorations au niveau de l'organisation, du matériel de protection et des postes de

travail. Chose importante, un « groupe amélioration des conditions de travail » s'est mis en place avec la participation de la hiérarchie bien sûr, de membres du CHSCT mais aussi et surtout de salariés (soudeurs, opérateurs).

Cette participation des salariés, premiers concernés par les conditions de travail, est déterminante car cela permet de faire remonter les difficultés, d'en discuter et de trouver des solutions pour les éliminer. C'est, nous l'espérons, un acquis de cette expertise. Un fonctionnement qui pourrait être étendu aux autres secteurs. C'est en tout cas, ce que nous avons proposé à la direction.

La défense des conditions de travail passe forcément par l'intervention collective des personnes concernées. C'est primordial dans cette période de redémarrage de l'activité avec toutes les nouveautés et difficultés que nous allons connaître inévitablement.

NOUVEL ESPACE CAFÉ : TROP CHER ?

Lors de la dernière réunion DP, la CGT a revendiqué un troisième espace à café pour desservir la zone où sont concentrées les nouvelles activités (salle blanche, carter fox...). Cette revendication date de plusieurs mois déjà et jusqu'à présent, la direction botait en touche.

Ford ne veut pas investir dans ce troisième espace à café, car trop cher à son goût (12500 euros !). La direction FAI nous demande ce qu'on préférerait : avoir un espace à café, le totem ou du boulot pour tout le monde ? Ah bon, il faut choisir ?

Et finit par dire que comme elle est sympa, elle pourrait installer une machine à café (à côté du labo électronique) mais une machine seule sans faire un espace délimité.

Surprenant quand même d'entendre ce genre de « marché » au sujet d'une simple zone à café. Pour nous, cette espace « café » se justifie complètement et comme pour le reste, on ne lâchera pas.

La direction fait des propositions :

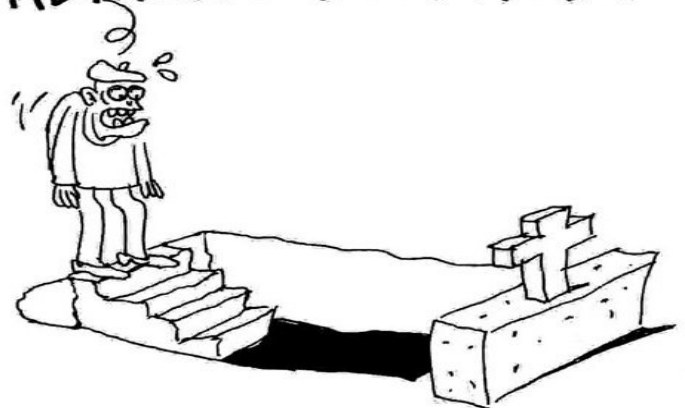


MANIFESTATION 10 SEPTEMBRE :

Nous appelons à la grève et au débrayage ce mardi 10 septembre pour participer à la manifestation de défense des retraites.

RDV 11h30, place de la Bourse, à Bordeaux
Nous proposons de faire un cortège des « Ford »
Soyons nombreux !

RETRAITE DÉCENTE ?...



LES « CONTI » : LA LUTTE PAIE MAIS ...

C'est avec satisfaction que nous avons appris, la semaine dernière, la victoire des « Conti » aux Prud'hommes. Le plan de licenciements et de fermeture de l'usine Continental de Clairoux est déclaré comme injustifié. Résultat, les patrons devront payer des indemnités importantes aux 600 salariés qui ont attaqué (entre 40 et 70 000 euros). Ce n'est pas encore fini car Continental peut faire appel et prolonger les aventures judiciaires.

Cette victoire montre encore une fois qu'il faudrait avant tout empêcher (voire interdire) les licenciements et forcer les multinationales à trouver d'autres solutions comme des reprises de l'activité par les salariés par exemple ou bien des réquisitions-expropriations par les pouvoirs publics. En attendant, quel gâchis ! Des milliers d'emplois supprimés, des ouvriers au chômage, des familles abîmées, des suicides ... et Continental qui fait toujours des profits !

Une chose est sûre, face aux logiques destructrices du capitalisme, il est nécessaire d'imposer des réponses collectives qui répondent aux besoins sociaux urgents.

Bravo aux salariés de Continental qui sont restés déterminés dans leur lutte. A suivre...